

PLF 2025 : L'austérité revient par la fenêtre

A l'issue d'un parcours chaotique, la loi de finances pour 2025 est finalement adoptée et met en œuvre le plan d'austérité que le précédent gouvernement prévoyait déjà d'imposer.

Conservant les grandes lignes du projet Barnier, la loi de finances acte ainsi un net redressement des comptes publics, faisant passer le déficit public de 6,1% en 2024 à 5,4% en 2025, soit un effort de 50 milliards d'euros l'équivalent de près de 2 points de PIB, incluant une baisse de la dépense publique pour 32 milliards d'euros.

Des coupes budgétaires supplémentaires se sont ajoutées au projet de loi initial. Ainsi, en tenant compte des amendements du Sénat, le budget de l'Etat diminue de 23,6 milliards d'euros. Les coupes budgétaires frappent plusieurs ministères : le Travail avec une réduction des aides à l'apprentissage, l'Enseignement supérieur et Recherche, l'Ecologie, l'Agriculture ou encore l'Aide publique au Développement.

Si l'abandon de la suppression de 4 000 postes d'enseignants et du projet d'instaurer deux jours supplémentaires de carence pour les fonctionnaires apparaît comme un moindre mal, ce budget durcit néanmoins les conditions pour ces derniers en réduisant l'indemnisation des arrêts maladie de 10 %.

Sur la fiscalité, le gouvernement mise sur une hausse des recettes de l'ordre de 21 milliards d'euros, mais avec des ambitions revues à la baisse par rapport au projet de loi initial, notamment sur la contribution sur les plus hauts revenus (CDHR) ou la contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires qui seront limitées dans le temps.

En tout état de cause, ce budget conduit à aggraver la politique économique menée depuis 2017. Une politique de soutien aux entreprises et aux ménages les plus aisés qui n'a permis - c'est le moins que l'on puisse dire - ni de redresser les finances publiques, ni la croissance économique. Son bilan est soigneusement occulté par une rhétorique anxiogène autour du déficit public.

Cette nouvelle cure d'austérité sous la double contrainte des marchés financiers et des règles budgétaires européennes pourrait se traduire par l'aggravation de la stagnation voire la récession. Les mêmes causes produisent les mêmes effets : l'austérité est suicidaire, sur le plan social, économique et démocratique.

Paris, le 7 février 2025

Contact :

Rachèle BARRION
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ rbarrion

📧 @force-ouvriere.fr

☎ 01.40.52.82.70